

Département de Meurthe-et-Moselle

VILLE de LEXY

B.P. 19

54720



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES COMMUNE 2024

- 1) Cadre réglementaire
- 2) Contexte économique national
- 3) Loi de finances 2024
- 4) Evolution de la dette
- 5) Résultats 2023
- 6) Evolutions pour 2024
- 7) Perspectives BP 2024 et évolution jusqu'en 2026
- 8) Investissements pluriannuels (2024-2025)
- 9) Différents ratios financiers

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71_DB-054-2154 03148-2024 0320-2024_3_2-BF

1) Cadre réglementaire

Deux mois maximum avant le vote du budget, les collectivités territoriales doivent tenir un débat d'orientation budgétaire (DOB) **sans caractère décisionnel**.

Ce débat s'appuie sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB – articles L2312-1, D2312-3 du CGCT) qui contient :

- **Les orientations budgétaires 2024** (évolutions des dépenses, recettes, fiscalité...)
- **Les engagements pluriannuels**
- **La gestion de la dette**

2) Contexte économique national

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints.

Après un fort ralentissement de la croissance en 2022 à +2,5 % après +7 % en 2021, la croissance 2023 ressort à 0.9%.

En ce qui concerne l'inflation celle-ci marque un fléchissement par rapport à 2023, elle est de + 4.9%.

3) Loi des Finances pour 2024 :

- La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027
- L'objectif d'évolution de la dette publique est, quant à lui, défini de la manière suivante à 109.7% du PIB pour 2024 pour atteindre en 2027 108.1%

| | 2021 | 2022 | 2023 | Prévision LDF 2024 |
|----------------------|---------|---------|----------------|--------------------|
| Déficit Public / PIB | 6.5 % | 4.8 % | 4.9 % | 4.4 % |
| Dette publique / PIB | 112.9 % | 111.8 % | 109.7 % | 109.7 % |
| Inflation INSEE | 1.6 % | 5.2 % | 4.9% | 2.6 % |
| La Croissance | + 7.0 % | 2.5 % | 0.9 % | 1.4 % |

3-1 Concernant les entreprises :

Aménagement de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Ce qui était prévu en 2023, c'était la suppression de la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises), 50% en 2023 et 50% en 2024 pour augmenter la compétitivité des entreprises. Les collectivités territoriales seront compensées par une fraction de la TVA.

La LFI 2024 impacte les entreprises car la suppression de la CVAE sera plus progressive que prévu : le taux 2024 sera de 0,28 %, puis 0,19 % en 2025, 0,09 % en 2026, pour une suppression totale en 2027. Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE est effective dès 2023 et compensée par une fraction de TVA nationale, la part de CVAE perçue à partir de 2023 étant affectée au budget de l'État.

Valeurs locatives des locaux professionnels

Les valeurs locatives des locaux professionnels font l'objet d'une réforme initiée en 2017 avec une actualisation des paramètres réalisée en 2022 pour une prise en compte prévue initialement en 2023.

Avec un risque de réévaluation important et donc d'augmentation significative de l'imposition, la LFI 2023 a décalé à 2025 la prise en compte de cette actualisation. Afin de poursuivre les réflexions sur les impacts de l'actualisation, la LFI repousse à 2026 la révision des valeurs locatives des locaux professionnels

3-2 Pour les collectivités territoriales :

Les concours financiers de l'Etat en légère hausse passent de 53.45 à 54.2 milliards d'euros.

Une minoration des variables d'ajustement : La LFI diminue de 47 millions € les variables d'ajustement, minoration supportée en 2024 par les départements et le bloc communal, contrairement aux années précédentes où ce dernier était épargné.

Pour le bloc communal - 12 millions (- 4.57%) sur les Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) et - 15 millions (- 1.22%) sur la Dotation de la Compensation de la Réforme de la TP (DCRTP)

Ajustement des indicateurs financiers des collectivités

La LFI revoit les modalités de calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations suite à la réforme fiscale de 2021 pour les départements et à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à compter de 2023 pour les collectivités.

La loi de finances pour 2023 a supprimé la CVAE et compense celle-ci par une fraction de TVA. Cette dernière sera alors prise en compte, en lieu et place de la CVAE, dans le calcul le potentiel fiscal et financier des communes.

Par ailleurs, le dernier taux de TFPB (celui de 2020) qui entre dans la répartition du fonds de péréquation des DMTO (Droit de Mutation à Titre Onéreux) va progressivement diminuer entre 2024 et 2026, et disparaître en 2027 au profit d'un indice synthétique basé sur le potentiel financier et le revenu par habitant du département

Compensation en cas de perte de base de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

La LFI crée un nouveau prélèvement sur les recettes de l'État afin de compenser les communes et les EPCI à fiscalité propre qui subissent entre deux années une perte importante de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties. Cette dernière peut s'expliquer par une perte de base de TFPB perçue sur les entreprises.

La compensation sera versée sur trois années :

- la première année, elle est égale à 90 % de la perte de produit
- les deux années suivantes, elle est successivement égale à 75 % et 50 % de la compensation versée la 1^{ère} année

En cas de perte non pas importante mais exceptionnelle, la compensation sera versée pendant cinq ans : la première année, 90 % de la perte de produit puis successivement 80 %, 60 %, 40 % et 20 % de la compensation versée la 1^{ère} année.

Part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

La TEOM, dont le taux est fixé par l'EPCI, se compose d'une part fixe et éventuellement d'une part supplémentaire nommée part incitative qui se calcule en fonction de la quantité ou de la nature des déchets.

La LFI offre la possibilité aux EPCI qui ont mis en œuvre la part incitative sur la TEOM de ne pas l'appliquer pour ses communes membres dont la proportion de logements situés dans des immeubles collectifs est supérieure à 20 % du nombre total de logements.

Ajustement de la répartition des dotations de péréquations communales

La LFI modifie les critères d'éligibilité à la fraction cible de la dotation de solidarité rurale (DSR). Cette fraction est attribuée aux 10 000 premières communes classées selon un indice synthétique composé du potentiel financier par habitant (70 %) et du revenu par habitant (30 %). Pour les petites communes, le revenu par habitant peut fluctuer fortement en fonction des arrivées ou départs de population.

La LFI prend en compte le revenu par habitant, non pas du dernier exercice, mais la moyenne des 3 derniers exercices, ce qui réduirait de 15 % le nombre de communes entrant ou sortant de l'éligibilité à la fraction cible de DSR.

De plus, concernant la dotations nationale de péréquation (DNP), la LFI met en place une garantie de sortie pour les communes perdant leur éligibilité à la part « majoration » de la DNP, pour ainsi lisser dans le temps les baisses de DGF des communes concernées. Le montant garanti sera égal à la moitié de ce que la commune percevait l'année précédente.

Assises de l'électricité (ancienne taxe sur la Consommation Finale d'Electricité TCFE) :

En 2023, changement des modalités de calcul : Le montant perçu en 2023 correspondait au montant perçu au titre de 2022 augmenté de : 1.5% afin de tenir compte de la suppression des frais de gestion x IPC hors tabac entre 2020 et 2021 soit 0.5% x du rapport entre le coefficient 8.5 et les coefficients 6 ou 8 que les communes appliquaient en 2022.

Pour 2024 le produit à percevoir = Produit de 2023 augmenté de 1.5% pour suppression des frais x IPC hors tabac entre 2021 et 2022 x rapport de la consommation d'électricité sur la commune de l'année N-3 et l'année N-2

Au niveau des dotations :

- **Stabilité globale des concours financiers de l'Etat par rapport à 2023 :**
 - DGF totale = En légère hausse, 27.2 milliards contre 26,89 milliards en 2023
 - DGF forfaitaire = + 7 millions
 - DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) = 1046 millions idem que 2023
 - DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement) = 570 millions idem que 2023
 - DPV (Dotation Politique de la Ville) = 150 millions idem que 2023
- **Renforcement de la péréquation verticale**
 - DSR (Dotation de Solidarité Rurale) = + 150 millions soit + 7,2%
 - DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) = + 90 millions soit 5,63%
 - DNP (Dotation Nationale de Péréquation) = Pas d'évolution. -0.07%

Au niveau de la DSR celle-ci comprend la dotation bourg centre, la dotation de péréquation et la fraction cible
Rappel DGF commune Lexy = DGF forfaitaire + DSR + DNP

Au niveau de la DSR bourg centre celle-ci est assujettie à plusieurs critères dont 2 critères principaux pour Lexy qui sont :

- 1) la population de la commune doit être supérieur à 15% de la population du canton où le vote était uninominale et inférieure à 10 000 hab.
- 2) La commune chef-lieu de canton (Mont Saint Martin.) ne doit pas dépasser les 10 000 hab., dans le cas contraire perte de celle-ci sur 2 ans.

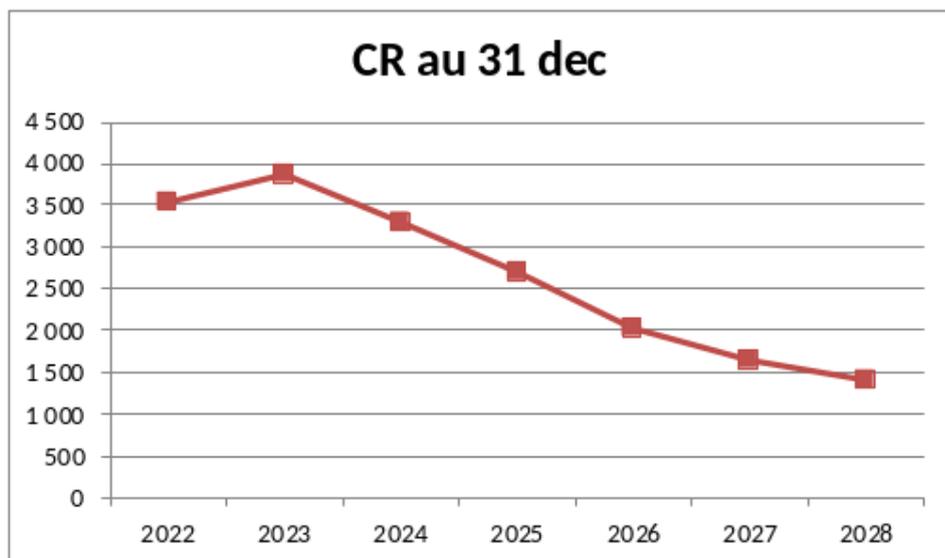
- **Stabilité de la péréquation horizontale**
 - Pas d'évolution du FPIC montant à 1 milliard

Fiscalité locale :

- Les Bases TFPB (taxe sur le foncier bâti) : augmentation de 3.9 % pour les locaux d'habitation,

4) Evolution de la dette

Evolution du capital restant en K€ au 31 déc. de l'année N



| année | CR au 1 ^{er} janv. | intérêts | capital | annuité | CR au 31 déc. | Taux moyen |
|-------|-----------------------------|----------|---------|---------|---------------|------------|
| 2022 | 3 528 773 | 92 141 | 437 721 | 529 862 | 3 540 063 | 2.61% |
| 2023 | 3 540 063 | 90 524 | 449 970 | 540 494 | 3 880 093 | 2.56% |
| 2024 | 3 880 093 | 100 762 | 571 433 | 672 195 | 3 308 660 | 2.60% |
| 2025 | 3 308 660 | 85 195 | 601 310 | 686 505 | 2 707 350 | 2.57% |
| 2026 | 2 707 350 | 57 702 | 687 582 | 745 284 | 2 019 768 | 2.13% |
| 2027 | 2 019 768 | 42018 | 380 943 | 422961 | 1 638 826 | 2.08% |
| 2028 | 1 638 826 | 33366 | 235 386 | 268752 | 1 403 440 | 2.04% |

L'encours de la dette passe de 3 540 063 € (1^{er} janvier 2023) à 3 880 093 € au 1^{er} janvier 2024 cette augmentation est due aux emprunts réalisés en 2023, d'un montant de 790 K€ (150 travaux, 250 000 étanchéité gymnase, 150 000 prêt relais pour financer la TVA et 240 000 prêts relais subventions).

La dette par type de taux : Tous les emprunts sont des emprunts à taux fixe. Catégorie A1

Le taux d'intérêt moyen est de 2.56 % pour 2023.

En juin 2024 nous remboursons le prêt relais de 110 K€ (TVA centrale)

5) Résultats 2023 (Les Montants sont en K€)

5-1 : Le Fonctionnement

a) Dépenses

| Chapitres | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | évolution N-1 |
|--------------------------------------|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| 11 | Charges à caractères générales | 1 364 | 1 259 | 1 429 | 1 451 | 1 583 | 9.1% |
| 12 | Charges de personnel | 1 242 | 1 226 | 1 262 | 1 307 | 1 393 | 6.6% |
| 65 | Autres charges de la gestion courante | 158 | 168 | 175 | 176 | 202 | 14.3% |
| Dépenses de Gestion (A) | | 2 765 | 2 653 | 2 865 | 2 934 | 3 177 | 8.3% |
| 66 | Charges financières = C | 133 | 118 | 103 | 93 | 95 | 1.9% |
| 67 | Charges exceptionnelles (E) | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | |
| Dépenses réelles | | 2 898 | 2 772 | 2 969 | 3 028 | 3 273 | 8.1% |
| Opérations d'ordre | | 460 | 339 | 535 | 456 | 549 | |
| Total Dépenses Fonctionnement | | 3 358 | 3 111 | 3 504 | 3 485 | 3 822 | 9.7% |

Les dépenses de gestion sont en augmentation de 8.3 % par rapport à 2022. Après intégration des charges financières, nos dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse de 8.1 % soit + 250 K€ par rapport à 2022.

Cette augmentation est due principalement à l'augmentation de la masse salariale (+86) et suite au décalage d'une échéance du loyer à Auxifip de 90 K€.

b) Recettes

| Chapitres | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | évolution N-1 |
|--------------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| 13 | Atténuations de charges | 15 | 6 | 5 | 17 | 6 | -61.8% |
| 70 | Ventes de produits | 362 | 230 | 284 | 266 | 341 | 27.9% |
| 73 | Impôts et taxes | 2 181 | 2 226 | 2 321 | 2 399 | 2 583 | 7.7% |
| 74 | Dotations et participations | 480 | 522 | 559 | 590 | 632 | 7.2% |
| 75 | Autres produits de la gestion courante | 481 | 468 | 476 | 474 | 477 | 0.6% |
| Recettes de Gestion (B) | | 3 518 | 3 453 | 3 646 | 3 746 | 4 039 | 7.8% |
| 76 | Produits financiers (D) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 77 | Produits exceptionnels (F) | 330 | 247 | 292 | 245 | 288 | |
| Recettes réelles | | 3 848 | 3 699 | 3 938 | 3 991 | 4 327 | 8.4% |
| Opérations d'ordre | | 51 | 39 | 57 | 39 | 54 | |
| Recettes exercice | | 3 898 | 3 739 | 3 995 | 4 031 | 4 382 | 8.7% |
| Excédent réaffecté N-1 | | 589 | 216 | 308 | 158 | 90 | |
| Total recettes fonctionnement | | 4 488 | 3 954 | 4 303 | 4 189 | 4 472 | |
| Résultat exercice | | 1 130 | 843 | 799 | 705 | 650 | |

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71_DB-054-2154 03148-2024 0320-2024_3_2-BF

Les recettes de gestion sont en hausse de + 300 K€ dont plus de la moitié au niveau des impôts et taxes

Le résultat de l'exercice avec l'excédent de 2022 serait de l'ordre de 650 K€

5-2: Investissement

Recettes

| Recette d'investissement | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Subventions | 186 | 197 | 331 | 293 | 413 |
| FCTVA | 207 | 305 | 173 | 164 | 233 |
| Taxe d'Aménagement | 264 | 96 | 99 | 249 | 356 |
| Recettes financières autres | | 0 | 70 | 3 | 0 |
| Excédent fonctionnement capitalisé | 1 860 | 881 | 535 | 640 | 614 |
| Emprunt | 0 | 0 | 290 | 360 | 831 |
| Compte pour tiers | 55 | 25 | 182 | 0 | 0 |
| Recettes réelles | 2 573 | 1 506 | 1 681 | 1 709 | 2 447 |

| | | | | | |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Operations d'ordre | 577 | 378 | 615 | 475 | 1 240 |
| Recettes exercice | 3 149 | 1 884 | 2 296 | 2 184 | 3 687 |

| | | | | | |
|----------------------|---|---|---|---|---|
| Excédent reporté N-1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|----------------------|---|---|---|---|---|

| | | | | | |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Total des recettes | 3 149 | 1 884 | 2 296 | 2 184 | 3 687 |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | | | | | |
|--------------|-----|----|-----|-----|-----|
| RAR Recettes | 177 | 54 | 386 | 172 | 223 |
|--------------|-----|----|-----|-----|-----|

Dépenses

| Dépenses d'investissement | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| immo incorporelles chap 20 +204 | 49 | 53 | 67 | 34 | 21 |
| immo corporelles chap 21 | 395 | 251 | 222 | 413 | 159 |
| immo en cours chap 23 | 627 | 693 | 1 303 | 1 176 | 1 881 |
| compte pour tiers 458... | 202 | 146 | 264 | 0 | 41 |
| Capital remboursé | 429 | 444 | 464 | 440 | 451 |
| Operations financières | 4 | 4 | 50 | 1 | 0 |
| TA | 61 | 61 | 61 | 0 | 51 |
| Dépenses réelles | 1 767 | 1 651 | 2 431 | 2 064 | 2 605 |

| | | | | | |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Operations d'ordre | 168 | 78 | 137 | 59 | 745 |
| Dépenses exercice | 1 934 | 1 730 | 2 568 | 2 123 | 3 351 |

| | | | | | |
|---------------------|-------|-----|-----|-----|-----|
| Déficit reporté N-1 | 1 747 | 536 | 381 | 654 | 592 |
|---------------------|-------|-----|-----|-----|-----|

| | | | | | |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Total des Dépenses | 3 681 | 2 266 | 2 950 | 2 777 | 3 943 |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Résultat investissement exercice | -532 | -382 | -654 | -592 | -255 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|

| | | | | | |
|--------------|-----|-----|-----|-----|-----|
| RAR Dépenses | 523 | 208 | 372 | 194 | 343 |
|--------------|-----|-----|-----|-----|-----|

| | | | | | |
|----------------------|-------------|-------------|-----------|------------|-------------|
| Bilan des RAR | -346 | -154 | 14 | -22 | -120 |
|----------------------|-------------|-------------|-----------|------------|-------------|

| | | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| excédent/déficit investissement (-) | -878 | -536 | -640 | -614 | -376 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|

| % de subvention | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Subventions | 186 | 197 | 331 | 293 | 413 |
| dépenses d'équipements (20,21,23) | 1 071 | 997 | 1 592 | 1 623 | 2 062 |
| % subventions | 17.4% | 19.8% | 20.8% | 18.0% | 20.0% |

A noter une recette important au niveau la TA = 356K€

Le taux de subventions reçues est de 20%

4 emprunts ont été réalisés pour un montant de 790 K€ => 150 travaux investissement ; 250 pour étanchéité gymnase, 2 prêts relais 1 pour TVA de 150 remboursable en 2025 et 1 pour « subventions » de 240 remboursable en 2026.

Le résultat d'investissement pour 2023 après affectation des RAR serait de l'ordre de - 376 K€

Donc pour 2024 le résultat de fonctionnement sera affecté de façon suivante, 376 en investissement et 274 en fonctionnement.

5-3: Dépenses de personnel

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | évolution N-1 |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| Charges de personnel | 1 242 374 | 1 226 152 | 1 261 337 | 1 306 986 | 1 392 762 | 6.6 % |
| dont recenseurs, enquêtrice PLU | | | | 7 000 | 10 100 | |

| | | | | | |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Atténuation de charges remb salaire | 14 607 | 6 467 | 4 731 | 16 613 | 6 415 |
| Remb IJ assurance | 28 673 | 30 271 | 53 221 | 52 572 | 60 933 |

| | | | | | | |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Charge nette de personnel | 1 199 094 | 1 189 414 | 1 203 384 | 1 230 801 | 1 315 314 | 6.9 % |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|

Les charges de personnel (chap. 12) en augmentation de 6.6 %, par rapport à 2022 sont principalement dues au coût de l'enquêtrice PLU, du GVT (Glissement Vieillesse Technique) des agents, revalorisation du point indice au 1^{er} juillet 2023

5-4: Focus Pôle enfance :

| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------------|----------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Périscolaire | dépenses | 268 548 | 293 707 | 245 651 | 315 220 | 312 298 | 349 380 |
| | recettes | 192 336 | 217 115 | 110 803 | 182 739 | 164 184 | 219 362 |
| | écart = | - 76 212 | - 76 592 | - 134 848 | - 132 481 | - 148 114 | - 130 018 |

| | | | | | | | |
|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| extrascolaire | dépenses | 86 263 | 132 468 | 88 030 | 97 403 | 131 268 | 140 066 |
| | recettes | 63 659 | 66 821 | 42 431 | 48 972 | 61 560 | 77 677 |
| | écart = | - 22 604 | - 65 647 | - 45 599 | - 48 431 | - 69 708 | - 62 389 |

| | | | | | | |
|-------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| déficit global = | - 98 816 | - 142 239 | - 180 447 | - 180 912 | - 217 822 | - 192 407 |
|-------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|

En 2023 réduction du déficit de 20 000 €

Fréquentation Garderie :

Nb d'enfants / jour d'ouverture :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-------|------|-------|------|------|-------|-------|
| Matin | 18.7 | 21.1 | 15.4 | 12.3 | 17.2 | 24.2 |
| Midi | 97.0 | 108.3 | 97.0 | 85.2 | 104.0 | 106.2 |
| Soir | 36.1 | 44.5 | 33.0 | 22.4 | 28.6 | 34.8 |

Pour 2023 la fréquentation est en hausse par rapport 2022 au niveau des garderies du matin et soir.

6) Evolutions pour 2024

6-1: Evolution démographique

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | évolution N-1 | évolution sur 5 ans |
|----------------|------|------|------|------|------|---------------|---------------------|
| Population DGF | 3792 | 3850 | 3882 | 3907 | 3936 | 0.7% | 3.8% |

La population DGF prend en compte non seulement la population INSEE, mais également la population « comptée à part », soit les personnes ne résidant pas à titre principal sur la commune, mais ayant conservé un lien avec une résidence sur la commune.

6-2 : Evolution des bases fiscales

Pour FB : En appliquant une augmentation de 3.9% des bases « habitation » et + 20 000 € pour la variation physique, 2 % sur les locaux professionnels et industriels + variation physique nous aurions une augmentation de base d'environ 200 000 €.

Suite à la suppression de la TH, la commune est sous compensée, il faut donc appliquer le coefficient de correction qui est de 1.169486 sur le produit du FB.

| FB | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 prévision |
|-----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Habitation | 2 990 350 | 3 035 300 | 3 071 851 | 3 199 505 | 3 457 262 | 3 612 800 |
| Locaux professionnels | 1 145 663 | 1 131 760 | 1 236 819 | 1 212 903 | 1 265 558 | 1 303 500 |
| Locaux industriels | 531 085 | 778 023 | 390 550 | 403 842 | 432 850 | 441 500 |
| FB total | 4 667 098 | 4 945 083 | 4 699 220 | 4 816 250 | 5 155 670 | 5 357 800 |
| FNB base | 26 686 | 27 139 | 27 039 | 27 605 | 28 724 | 29 700 |

A taux constant sur le foncier bâti (27.25%) et après application du coefficient correcteur (1.169486), la variation du produit serait + 65 000 € par rapport à 2023.

6 -3 : Evolution des dotations

a) DGF Globale

Pour 2024 l'écèlement en fonction du potentiel est remis en place.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 prévisions | évolution N-1 |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------------|---------------|
| Dotation Forfaitaire | 129 790 | 132 601 | 130 783 | 127 851 | 130 016 | 128 616 | -1.1% |
| Variation population | 5 928 | 10 265 | 5 013 | 2 768 | 2 165 | 2 600 | |
| Ecrêtement | -9 737 | -7 450 | -6 831 | -5 704 | 0 | -4 000 | |

| | | | | | | | |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| DSR | 194 121 | 214 999 | 229 782 | 244 535 | 272 071 | 294 000 | 8.1% |
| DNP | 28 201 | 31 972 | 33 773 | 38 315 | 45 114 | 49 000 | 8.6% |
| DGF Globale | 352 112 | 379 572 | 394 338 | 410 701 | 447 201 | 471 616 | 5.5% |

Nous pouvons prévoir une recette supplémentaire de 25 000€

b) Compensation des recettes économiques avec le Grand Longwy Agglomération

Au 1^{er} janvier 2017, la CAL s'est dotée de la compétence économique ce qui implique que les ressources économiques communales (CFE, TAFB, IFER, CVAE, TASCOM) sont versées à la GLA

Il nous est reversé des compensations financières correspondantes au montant de l'impôt économique de l'année de référence 2016 diminué du coût des compétences transférées (eaux pluviales, gemapi, transport, ...) soit 488 325 €/ an. Pour l'instant, nous n'avons pas eu de variation de ces allocations de compensation.

Les recettes économiques nouvelles, l'écart entre l'année N et l'année de référence, une partie de celles-ci peuvent être reversées au travers de la Dotation de Solidarité (DS) si celui-ci est positif.

| | Référence 2016 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------|
| TAFNB | 2 948 | 2 500 | 2 567 | 2 567 | 2 575 | 2 531 |
| CFE | 500 679 | 393 958 | 470 932 | 514 853 | 490 458 | ? |
| CVAE | 70 729 | 98 936 | 174 135 | 142 178 | 196 850 | ? |
| IFER | 5 304 | 3 672 | 4 144 | 4 870 | 4 943 | 6 936 |
| TASCOM | 45 933 | 206 298 | 327 663 | 233 707 | 289 271 | 302 130 |
| Total | 625 593 | 705 364 | 979 441 | 898 175 | 984 097 | |
| Ecart | | 79 771 | 353 848 | 272 582 | 358 504 | |
| Compensation | | 9 621 | 73 963 | 69 115 | 75 332 | |
| Taux | | 12% | 21% | 25% | 21% | |

Concernant la compensation reçue en 2023 pour l'année 2022, le montant perçu représente 21% de nos nouvelles recettes (358 504 €) apportées la Communauté d'Agglomération.

Les règles de calcul pour la compensation ont été modifiées car la CA ne connaît plus les montants de la réduction des bases de CFE de chaque communes (réduction de 50% des bases de CFE des locaux industriels) celle-ci étant compensée par de la TVA.

| | 2016 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Base CFE Lexy | 2 575 506 | 2 026 532 | 2 422 492 | 1 926 232 | 1 915 715 | 1 688 935 |
| Locaux industriels | | | | 553 662 | ? | ? |
| total | 2 575 506 | 2 026 532 | 2 422 492 | 2 479 894 | | |

La base de CFE a enregistré une baisse de 230 K€ en 2023 ?

Pour la compensation de 2023 le problème sera amplifié suite à suppression de la CVAE qui est aussi compensée par de la TVA.

Par prudence, nous pouvons prévoir pour 2024 un montant de soit 60 000 € soit - 15 000 par rapport à 2023

6-4 : Evolution du cout de l'énergie

Accise électricité : Pour 2024, les modifications du mode de calcul arrivent à termes, celle-ci dépend essentiel de IPH et des consommations sur notre territoire des années N-3 et N-2

| | 2022 | 2023 | 2024 prévisions |
|--------------------|--------|--------|--------------------|
| Assise électricité | 53 988 | 78 872 | 93 000 |

Pour 2024 nous pouvons prévoir une recette supplémentaire de 15 000 €.

Contrats énergie :

En ce qui concerne le **gaz** notre contrat se termine le 31/12/2024. Mais suite à l'augmentation de la taxe TIGN et l'utilisation des réseaux nous devons prévoir une dépense supplémentaire de 15 000 €.

Au niveau **électricité** notre contrat s'est terminé le 31/12/2023 et nous avons résigné un nouveau marché avec EDF avec une augmentation substantielle du MWh qui passe pour les bâtiments de 60 à 158 soit un prix X par 2.6 et pour l'Eclairage Public celui-ci passe de 48.6 à 139 soit X 2.9.

L'augmentation des taxes au 1^{er} février et sur l'utilisation des réseaux, il faut prévoir une dépense supplémentaire de 80 000 € en tenant compte de la production de notre centrale qui vient en réduction.

Edf est en retard de facturation surtout sur l'éclairage public pour environ 20 000 €.

En résumé pour l'énergie au niveau dépenses + 15 000 pour le gaz et + 100 000 pour l'électricité et + 15 000 € en recette.

Evolution des dépenses en fonctionnement pour 2024

chap 11 = +3% soit + 55 K€, (35 pour dépenses hors énergie + 20 écart entre énergie et loyer de Auxifip

chap 12 = +2.5,% soit + 35 K€

Chap 66 (charges financières) = + 10

Evolution Recettes en fonctionnement pour 2024

Chap 73 (impôts et taxes) = + 65

Chap 74 (dotations) = + 25

Chap 77 (produits exceptionnels) = - 260

Evolution Recettes - Dépenses Investissement

Recettes ==> FCTVA = +40 ; TA = - 250

Dépenses ==> remboursement emprunts = + 120

7) Perspectives BP 2024 et évolution jusqu'en 2026

Les données ci-dessous sont évaluées sans augmentation de la pression fiscale communale.

| Recettes fonctionnement | | 2023 R | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 13 | Atténuations de charges | 6 | 5 | 5 | 5 |
| 70 | Ventes de produits | 341 | 358 | 376 | 395 |
| 73 | Impôts et taxes | 2583 | 2648 | 2728 | 2809 |
| 74 | Dotations et participations | 632 | 657 | 670 | 684 |
| 75 | Autres produits de la gestion courante | 477 | 470 | 470 | 470 |
| Recettes de Gestion | | 4 039 | 4 138 | 4 249 | 4 363 |
| 77 | Produits exceptionnels | 288 | 20 | 20 | 20 |
| Recettes réelles | | 4 327 | 4 158 | 4 269 | 4 383 |
| | Opérations d'ordre | 54 | 40 | 40 | 40 |
| Recettes exercice | | 4 382 | 4 198 | 4 309 | 4 423 |
| Excédent réaffecté N-1 | | 90 | 273 | 0 | 0 |
| Total recettes fonctionnement | | 4 472 | 4 471 | 4 309 | 4 423 |

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71_DB-054-215403148-20240320-2024_3_2-BF

| Dépenses fonctionnement | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------------|---------------------------------------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| 11 | Charges à caractères générales | 1 583 | 1 614 | 1 647 | 1 680 |
| 12 | Charges de personnel | 1 393 | 1 435 | 1 478 | 1 522 |
| 14 | Atténuations de produits | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de la gestion courante | 202 | 210 | 210 | 210 |

| | | | | | |
|----------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses de Gestion | | 3 177 | 3 259 | 3 334 | 3 411 |
|----------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | | | | | |
|----|-------------------------|----|------------|----|----|
| 66 | Charges financières | 95 | 105 | 85 | 58 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 | 20 | 20 | 20 |

| | | | | | |
|-------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses réelles | | 3 273 | 3 384 | 3 439 | 3 489 |
|-------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | | | | | |
|--------------------|--|-----|-----|-----|-----|
| Opérations d'ordre | | 549 | 305 | 305 | 305 |
|--------------------|--|-----|-----|-----|-----|

| | | | | | |
|--------------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Total Dépenses Fonctionnement | | 3 822 | 3 689 | 3 744 | 3 794 |
|--------------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | | | | | |
|--|--|------------|------------|------------|------------|
| Résultat exercice pour investissement | | 650 | 782 | 564 | 628 |
|--|--|------------|------------|------------|------------|

| Recette d'investissement | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------------|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Subventions | 413 | 180 | 150 | 160 |
| | RAR subvention | | 223 | | |
| | FCTVA | 233 | 247 | 317 | 100 |
| | Taxe d'Aménagement | 356 | 100 | 50 | 50 |
| | Emprunt, Dette | 831 | | | |
| | Excédent fonctionnement capitalisé | 0 | 376 | 0 | 0 |
| | Auto financement fonctionnement | 614 | 782 | 564 | 628 |
| | Compte pour tiers | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes- ventes | 0 | | | |
| | Opérations d'ordre | 549 | 305 | 305 | 305 |
| | opérations patrimoniales | 690 | | | |
| Total recettes | | 3 687 | 2 213 | 1 386 | 1 243 |

| Dépense investissement | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| dépenses d'équipement (20,21,23) | | 2062 | 884 | 907 | 768 |
| RAR dépense | | | 343 | | |
| Capital remboursé | | 451 | 570 | 439 | 435 |
| TA payée | | 51 | 0 | | |
| Autres dépenses | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Compte pour tiers | | 41 | 0 | 0 | 0 |
| Déficit reporté N-1 | | 593 | 376 | 0 | 0 |
| Opérations d'ordre | | 54 | 40 | 40 | 40 |
| opérations patrimoniales | | 690 | | | |
| Total dépenses | | 3 942 | 2 213 | 1 386 | 1 243 |

| | | | | | |
|--|--|-------------|-----|-----|-----|
| Résultat investissement avant RAR | | -256 | | | |
| Taux subvention | | 20% | 20% | 17% | 21% |

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71_DB-054-215403148-20240320-2024_3_2-BF

Avec hypothèses pour 2025 et 2026

Chap 11 = 2 % / an Chap 12 = 3 % / an

Chap 70 = 5 % / an Chap 73 = + 3% chap 74 = + 2% / an

8) Investissements Puriannuels (2024-2025)

| Trx nouveaux | Montant HT | sub notifiée | A financer | + TVA | |
|----------------------------|------------|-----------------|------------|---------|----------------------|
| centre isolation | 185 000 | 72 000 | 41 000 | 37 000 | + prêt CAF de 72 000 |
| Terrains Foot | 232 000 | 120 000 | 112 000 | 46 000 | |
| Club House | 235 000 | 30 000 | 205 000 | 47 000 | |
| Mode doux (Tranche finale) | 800 000 | 90 000 | 710 000 | 160 000 | |
| Gymnase | 2 000 000 | 625 000 | 1 375 000 | 400 000 | |

9) Différents ratios financiers

Ratios financiers par rapport à la strate des communes 3500 à 5 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé avec FPU issus de www.collectivités-locales.gouv.fr (comptes individuels des collectivités) et les potentiels données DGF.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Strate |
|---|------|------|------|------|--------|
| Potentiel fiscal €/hab | 826 | 840 | 862 | | 937 |
| Potentiel financier €/hab | 860 | 874 | 894 | | 1011 |
| Dépenses réelles par habitant | 731 | 771 | 780 | 837 | 996 |
| Produit des impositions directes par habitant | 402 | 399 | 404 | 435 | 479 |
| Recettes réelles par habitant | 975 | 1015 | 1028 | 1107 | 1137 |
| Dépense réelles d'équipement brut par habitant | 296 | 413 | 414 | 527 | 359 |
| Encours de la dette par habitant | 999 | 939 | 911 | 993 | 726 |
| DGF par habitant | 100 | 102 | 105 | 114 | 150 |
| Dépense de personnel/ dépenses réelles | 44% | 42% | 43% | 42% | 49% |
| Dépenses de fonct+ capital / recettes réelles de fonctionnement | 87% | 87% | 86% | 86% | 94% |
| Dépenses réelles d'équipement / recettes réelles de fonctionnement | 30% | 40% | 40% | 47% | 32% |
| Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement | 102% | 92% | 88% | 89% | 64% |
| Charge dette (annuité/RRF) | 15% | 14% | 13% | 12% | 10% |
| Capacité de désendettement en année (capital au 31/12 / épargne brute) | 4.1 | 3.8 | 3.7 | 3.7 | 5.1 |

Pour notre commune les ratios de 2023 ont peu évolué par rapport à 2022.

Conclusions

Concernant BP 2024, les informations données sont des tendances, nous affinerons ces données lorsque nous aurons établi le CA 2023 et reçu les différentes recettes de l'Etat pour l'établissement du BP 2024.

Au niveau investissement en 2024 nous pouvons prévoir des dépenses nouvelles de l'ordre de 880 K€ , sans augmentation de la fiscalité et pas d'emprunt.

Dans le cas contraire il faudra agir sur un ou l'autre de ces paramètres ou les 2.